

JACQUES CHARMES

PLUS VISIBLE MAIS TOUJOURS SOUS-ESTIMÉE:

L'ACTIVITE ECONOMIQUE DES FEMMES EN AFRIQUE

L'un des principaux progrès accomplis pour une meilleure prise en considération des femmes dans le développement a pour origine le point de vue qui a consisté à appréhender leur différence de statut et de caractéristiques non plus seulement du fait d'un simple déterminisme biologique mais en raison du fait qu'elles constituent une catégorie socialement construite. Ce point de vue rendait indispensable de redresser un certain nombre d'idées reçues et préconçues, notamment celles qui se traduisent par leur invisibilité dans l'activité économique.

Dans la définition internationale de l'activité économique en effet, telle qu'elle apparaît dans les systèmes de Comptabilité Nationale des Nations Unies, les activités domestiques exercées dans le simple but de l'autoconsommation ou de l'auto-fourniture, étaient systématiquement exclues du calcul du PIB, à l'exception des activités relevant du secteur agricole et primaire en général, et de l'auto-construction. Des travaux tels que ceux de Luisella Goldschmidt-Clermont (1985) ont largement contribué à faire prendre conscience de l'importance de ces activités et des redressements qu'entraînerait leur prise en compte dans le calcul du PIB. C'est ainsi que la récente révision du Système de Comptabilité Nationale (1993) a étendu la définition internationale de l'activité économique aux activités manufacturières (secteur secondaire) qui ne passent pas par

le marché et sont exercées aux seules fins d'autoconsommation; mais elle a continué à exclure les activités de service qui restent les plus importantes dans la sphère domestique (préparation des repas, entretien de la maison et du foyer, soins aux enfants), dès lors qu'elles ne donnent pas lieu à rémunération.

Mais même si l'on s'en tient au champ restrictif de la définition, il s'en faut de beaucoup que la contribution des femmes au Produit National soit correctement appréhendée. L'une des raisons en est la difficulté persistante à faire entrer certaines catégories de femmes dans la population active. Cette difficulté tient aux conceptions qui prévalent aussi bien dans les populations elles-mêmes -et chez les intéressées notamment- que chez les enquêteurs chargés d'administrer les questionnaires et donc d'appliquer sur le terrain les définitions adoptées.

Ainsi continue à persister une forte sous-estimation de la participation des femmes à l'activité économique. Et pourtant l'emploi du temps des femmes laisse peu de temps aux loisirs et en laisse de moins en moins. On a tendance aujourd'hui à parler du triple emploi du temps des femmes: celui de leur activité économique (qu'elle soit principale ou secondaire), celui de leur activité domestique, et celui de leur activité communautaire. Dans de nombreux pays, l'émancipation des femmes, l'évolution de leur statut, passe et se traduit par leur implication de plus en plus importante dans le tiers secteur, c'est-à-dire le secteur des associations, des nouvelles citoyennetés, du bénévolat et du volontariat dont on souligne -tout comme pour le travail domestique- le rôle méconnu et non mesuré dans la réalisation du Produit National.

Néanmoins le mouvement général des idées fait progressivement évoluer les données statistiques collectées. On se propose ici d'en donner quelques exemples africains, tant en ce qui concerne l'activité principale que l'activité secondaire, et de présenter également quelques lacunes qui demeurent ou qui ont été nouvellement identifiées.

Progrès dans la mesure de l'activité économique principale

L'élévation générale des taux d'activité féminine dans le monde traduit à la fois un changement des mentalités et des moeurs, et aussi un changement des réalités économiques, puisque presque partout le travail féminin a dû quitter la sphère domestique pour se

porter sur le marché, à travers les activités informelles essentiellement pour ce qui concerne les pays en développement, à travers le salariat et notamment le salariat temporaire et précaire dans les pays industrialisés.

Mais les changements significatifs enregistrés au cours des trois dernières décennies sont aussi le signe d'une amélioration des méthodes d'appréhension de ces activités féminines et il est difficile d'apprécier la part qui revient à ce dernier facteur et celle qui revient aux autres.

La compilation statistique des recensements de population par les Nations-Unies (United Nations, 1995) montre bien (tableau 1 ci-après) qu'entre les années 70 et les années 90, partout dans le monde, les taux d'activité féminine ont augmenté ou sont restés à des niveaux élevés.

Tableau 1
Taux d'activité féminine 1970-90 (15 ans et plus), en %

	1970	1980	1990
Régions développées			
Europe de l'Est	56	56	58
Europe de l'Ouest	37	42	51
Autres régions	40	46	54
Afrique			
Afrique du Nord	8	12	21
Afrique sub-saharienne	57	54	53
Amérique Latine et Caraïbes			
Amérique Latine	22	25	34
Caraïbes	38	42	49

	1970	1980	1990
Asie et Pacifique			
Asie de l'Est	57	58	56
Asie du Sud-Est	49	51	54
Asie du Sud	25	24	44
Asie Centrale	55	56	58
Asie de l'Ouest	22	26	30
Océanie	47	46	48

Source: UN, 1995: The World's Women, Trends and Statistics, Tableau 5.4 B, p. 110.

On voit que la tendance générale va vers des taux féminins s'élevant à 50-60% de la population d'âge adulte (15 ans et plus), alors que les taux masculins sont proches de 70-80% et sont partout en baisse. L'écart entre les deux sexes ne pourra jamais être totalement éliminé en raison du retrait des femmes de la population active lors de la procréation et des périodes de soins aux enfants en bas âge; de même, du fait de leur espérance de vie plus élevée, elles sont relativement plus nombreuses que les hommes à être inactives dans les âges élevés.

Cependant les sous-régions de l'Afrique du Nord et du Moyen-Orient (Asie de l'Ouest), qui correspondent au monde arabe, se caractérisent par les taux les plus faibles, et l'examen plus détaillé par pays montrerait qu'en Afrique sub-saharienne, les pays à forte dominante de population musulmane (Mali, Tchad, Mauritanie, Soudan) connaissent aussi des taux d'activité féminine nettement plus faibles (ce qui n'est cependant pas le cas du Sénégal ou du Niger).

Précisément l'Algérie et le Mali sont deux pays où des efforts ont été faits, ces dernières années, dans le domaine de la collecte statistique sur l'activité économique.

L'Algérie est, avec le Bangladesh, le pays dont le taux d'activité féminine est le plus bas du monde (6%) et dans le rapport mondial sur le développement humain (PNUD, 1995), on voit que c'est le pays où les femmes représentent la plus faible proportion de la main d'oeuvre totale (4%), taux le plus faible du monde, inférieur même à ceux des pays du Golfe.

Les statisticiens algériens ont à ce point intériorisé ce statut particulier de la femme au foyer que -à contre-courant de toutes les

recommandations internationales en matière de population active-ils continuent à distinguer une catégorie appelée « femmes partiellement occupées » et désormais qualifiée de « travailleuses à domicile ». A vrai dire, cette attitude s'explique aussi par le fait que les difficultés qu'ils connaissent dans leurs tentatives d'appréhension de l'activité économique féminine se traduisent par d'équivalentes difficultés d'interprétation des données de population active et de leur évolution, ce qui amène le plus souvent les planificateurs à ne raisonner que sur la seule population masculine.

A l'occasion de l'enquête main d'oeuvre 1992, il avait été décidé d'ajouter au questionnaire un emploi du temps simplifié qui serait administré à tous les inactifs et chômeurs, et en particulier aux femmes au foyer (cf. Charmes, 1991a). Il ne s'agissait pas d'un relevé précis de l'utilisation du temps de la personne, mais de l'énumération d'un certain nombre d'activités économiques et non-économiques, domestiques ou non, pour lesquelles on demandait à la personne interrogée combien d'heures elle avait passé à cette activité au cours de la semaine précédant l'enquête. Cette initiative suivait en cela les recommandations qui, au niveau international, suggèrent de mener des enquêtes budget-temps afin de mieux appréhender l'activité féminine; ces dernières années, plusieurs enquêtes portant sur la dimension sociale de l'ajustement ont d'ailleurs inclus un volet emploi du temps dans leurs questionnaires.

Le tableau 2 suivant donne les résultats de cette investigation complémentaire. L'effort poursuivi a permis de faire passer le taux d'activité des femmes de 15 ans et plus de 8,8% à 11,4% et la population féminine en vient à représenter 13,1% de la main d'oeuvre totale, ce qui est une nette amélioration par rapport à la situation antérieure, mais on aurait pu penser à une transformation plus drastique de la structure de la population active.

Tableau 2
Population active et taux d'activité par sexe en Algérie, 1992

	Hommes	Femmes	Ensemble
1-Occupés	4.201	362	4.562
2- Travail à domicile	---	164	164
3-Sans travail	1.348	134	1482
4-Femmes au foyer exerçant une activité	---	182	182
5-Sans travail exerçant une activité	148	16	164
6-Autres inactifs exerçant une activité	15	---	15
7-Population active totale (1+2+3)	5.549	660	6.208
8-Population active totale (1+2+3+4+5+6)	5.712	858	6.570
9-Population totale (15 ans +)	7.480	7.543	15.023
9 bis-Population totale	13.413	13.187	26.600
10-Taux d'activité I = 7/9	74,2	8,8	41,4
11-Taux d'activité II = 8/9	76,4	11,4	43,7
12-Taux de chômage I = 3/7	24,3	20,3	23,9
13-Taux de chômage II = (3-5)/8	21,0	13,8	20,1
14-Taux brut d'activité I 7/9 bis	41,4	5,0	23,3
15-Taux brut d'activité II 8/9 bis	42,6	6,5	24,7

Sources: Calculs effectués à partir des résultats de l'enquête main d'oeuvre, 1992. ONS: Situation de l'emploi 1991-92. Collections statistiques n°58, Alger, 55 p.

En fait, comme l'a montré l'expérience de la Tunisie entre le milieu des années 70 et la fin des années 80 (cf. Charmes, 1990a), c'est la constance des préoccupations du statisticien qui finit par convaincre les agents de collecte et les personnes interrogées que leurs conceptions antérieures étaient erronées: on ne veut pas dire par là que le statisticien finit par obtenir le résultat qu'il désire, mais bien qu'en l'occurrence les conceptions traditionnelles (qui refusent de considérer que la femme travaillant sur l'exploitation agricole ou dans un métier artisanal à domicile, exerce une activité économique) doivent laisser progressivement la place à des conceptions

plus universalistes, correspondant en tout cas aux concepts définis au niveau international.

De plus, ainsi que l'avait bien montré le cas tunisien, l'amélioration de la mesure des effectifs de la population active, se traduit par une diminution du taux de chômage: le niveau très élevé qu'atteint celui-ci en Algérie (23,9%) n'est dû qu'à la très forte sous estimation de la population active féminine et à sa non comparabilité avec les autres pays de la région du fait même de cette sous estimation. L'emploi du temps de l'enquête 1992 n'a-t-il pas permis de faire reculer de près de 4 points le taux de chômage global (qui passe de 23,9 à 20,1%)?

Au Mali en 1989, l'Enquête Nationale sur les Activités Economiques des Ménages (dite Enquête sur le Secteur Informel) est parvenue à des résultats d'une ampleur encore plus significative en administrant systématiquement à tous les inactifs d'âge actif (8 ans et plus) un module de questionnaire insistant sur l'exercice d'une activité économique, l'enquêteur pouvant en préciser la définition par des exemples et en indiquant que l'activité devait être relevée « même si la personne ne considère pas qu'il s'agit d'un véritable emploi ».

Le tableau 3 ci-après montre l'effet de ces questions sur les taux d'activité.

Tableau 3
Population active et taux d'activité par sexe
au Mali en 1989.

	Hommes	Femmes	Ensemble
1 -Population active	1.932	1.007	2.939
2 -Population inactive exerçant une activité (dont femmes au foyer)	69	365	434
3 -Population totale (8 ans et +)	2.542	2.768	5.310
4 -Population totale	3.804	3.918	7.721
5 -Taux d'activité I (1/3)	76,0	36,4	55,3
6 -Taux d'activité II ((1+2)/3)	78,7	49,6	63,5
7 -taux brut d'activité I (1/4)	50,8	25,7	38,1
8 -Taux brut d'activité II (1+2)/4)	52,6	35,0	43,7

Sources: DNSI, 1994, Enquête nationale sur les activités économiques des ménages 1989. Tableau 1, p. 6.

Le taux brut d'activité féminine qui s'élevait à 25,7% à l'exploitation de la simple question directe s'élève de 10 points (à 35,0%) lorsque le module spécifique est administré aux inactifs, et le taux d'activité des femmes de 8 ans et plus s'élève de 13 points (de 36,4 à 49,6%): au total l'écart entre les taux masculins et les taux féminins s'est réduit de 25 à 17 points pour les taux bruts et de 40 à 29 points pour les taux spécifiques, soit des écarts qui deviennent conformes à ce qui s'observe dans le monde.

Les deux exemples qui précèdent montrent que pour ce qui est de l'activité économique principale, les derniers pays réfractaires sont sur le point de rejoindre les normes prévalant dans les sous régions auxquelles ils appartiennent, les taux d'activité retraçant ainsi correctement les structures démographiques, les structures du marché du travail ainsi que cet élément de discrimination socio-culturelle propre à chaque pays.

Il s'en faut cependant de beaucoup que ces lents (mais définitifs) progrès dans la mesure de l'activité économique principale permettent d'en finir avec la sous estimation de la contribution des femmes au Produit National.

Progrès dans la mesure de l'activité économique secondaire

Certes, comme on s'en doute, la meilleure prise en compte de l'activité principale a pour effet d'augmenter les effectifs féminins d'un secteur informel que l'on a toujours tendance à considérer comme faiblement productif et peu rémunérateur (bien que l'on puisse s'inscrire en faux contre ces hypothèses: cf. Charmes 1990b et 1995). Mais surtout il apparaît que les femmes peuvent être parfois beaucoup plus nombreuses que les hommes à exercer des activités secondaires en plus de leur activité principale, ce qui peut modifier radicalement la structure des emplois au niveau national. Et en ce domaine, les progrès statistiques dans la collecte n'ont pas été si nombreux et restent encore largement à venir.

L'expérience du **Burkina Faso** est, de ce point de vue, intéressante. Lors du Recensement Général de la Population de 1985, l'activité secondaire a été approchée de façon systématique et convaincante en ce sens que la question a été posée à tous les actifs de façon naturelle en la liant à la période de l'année où elle est exercée (saison agricole, saison non agricole): dans un pays où plus de 90%

de la population est rurale et où les activités urbaines sont étroitement dépendantes de l'activité agricole, on conçoit l'importance d'une telle démarche. Le résultat en a été que près de 25% des actifs ont déclaré une seconde activité.

Cela n'a pas eu pour effet de modifier le taux d'activité féminine qui est très élevé dans ce pays (74,1% contre 87,6% pour les hommes: les femmes y représentent plus de 49% de la main d'oeuvre totale); en revanche les structures de l'emploi informel s'en trouvent radicalement modifiées, ainsi qu'il ressort du tableau 4 ci-après.

Tableau 4
Structures du secteur informel au Burkina Faso, selon l'approche par les actifs et selon l'approche par les emplois (pluri-activité).
Année 1985.

	Activité principale		Activité secondaire		Ensemble	
	actifs	%	emplois secondaires	%	emplois	%
Urbain	120.000	54,5	13.000		133.000	
Rural	100.000		652.000	98,0	752.000	85,0
Hommes	130.000	59,1	145.000		275.000	
Femmes	90.000		520.000	78,2	610.000	68,9
Production	55.000	71,0	405.000	60,9	460.000	52,3
Tertiaire	155.000		260.000		425.000	
Secteur informel	220.000	100	665.000	100	885.000	100

Sources: Charmes J. (1995), d'après Charmes J. (1989).

On voit que le secteur informel, à dominante urbaine, masculine et tertiaire lorsqu'on s'en tient à l'analyse de l'activité principale, prend une dominante rurale, féminine et manufacturière lorsqu'on tient compte de la pluri-activité.

Les emplois secondaires sont 6,6 fois plus nombreux que ceux exercés à titre principal. Surtout, certaines activités spécifiquement féminines se voient accrues d'un coefficient multiplicateur très élevé: par exemple le filage (x 27), la fabrication de bière de mil (x 20), le tissage (x 17). Même les activités commerciales féminines,

déjà particulièrement nombreuses à titre principal, sont multipliées par 3 à titre secondaire.

Au Mali également, la prise en compte des activités secondaires a pour effet de faire passer de 34,3 à 39,7% la proportion des femmes dans l'ensemble des emplois: un effet moins spectaculaire qu'au Burkina Faso, parce que nombre d'hommes y exercent de telles activités.

Etant donné que ce que l'on qualifie ici d'activité secondaire l'est dans le sens d'activité complémentaire et ne signifie pas pour autant que ces activités sont exercées de façon peu importante ou peu continue, les répercussions sur les estimations de la contribution des femmes au Produit National peuvent être extrêmement élevées, notamment dans le secteur de la transformation des produits agricoles: secteur dont on sait que la dernière révision du Système de Comptabilité Nationale des Nations Unies (1993) l'inclut désormais totalement dans la définition de l'activité économique, même lorsque ces activités sont destinées à la seule autoconsommation.

La collecte de données sur la pluri-activité reste cependant peu fréquente, et lorsqu'elle a lieu, c'est souvent sous une forme inadaptée conduisant à des résultats peu convaincants alors qu'on est bien conscient que c'est par cette voie que passent les stratégies de survie ou plus généralement de maintien des niveaux de vie dans des contextes d'ajustement structurel.

Si les progrès réalisés dans la mesure de l'activité principale des femmes sont sur le point d'atteindre leur objectif qui est de rendre visible la place qu'elles occupent dans la population active ou la main d'oeuvre, cette place reste encore fortement sous estimée dans la mesure où:

- dans les pays en développement, les femmes exercent en grande majorité leurs activités dans le secteur informel (et donc une meilleure évaluation de leur contribution passe par une amélioration des méthodes de mesure des résultats des activités informelles,
- les femmes développent, plus fréquemment que les hommes, des situations de pluri-activité qui restent encore peu connues et mal mesurées.

Dès lors et comme le montrent les travaux sur l'évolution historique des budgets-temps (cf. Gershuny J., 1995 et Harvey G. S., 1995), le temps consacré par les femmes au travail rémunéré et aux activités sociales augmente dans tous les pays (alors qu'augmente simultanément celui consacré par les hommes au travail non rémunéré et aux activités sociales). On constate bien une extension et un

approfondissement des activités féminines dans le monde, et l'achèvement progressif de la sortie des femmes de la sphère domestique requiert désormais que l'on s'intéresse de plus près, et avec les méthodes appropriées, à ce second cercle d'invisibilité qui tient au fractionnement du temps des femmes (car elles restent fortement impliquées par la sphère domestique), ce qui les oblige à exercer des activités multiples, particulièrement en période de crise, et à ce troisième cercle qui les amène à se consacrer à des activités sociales bénévoles afin de consolider un statut social et politique encore précaire dans maints pays.

Bibliographie

- Charmes J. (1989): *Trente cinq ans de comptabilité nationale du secteur informel au Burkina Faso (1954-89)*. Leçons d'une expérience et perspectives d'amélioration. Ministère du Plan et de la Coopération. PNUD. DTCD, Ouagadougou, 108 p.
- Charmes J. (1990a): *Deux études sur l'emploi dans le monde arabe*. Dossiers du CEPED n°11, 37 p.
- Charmes J. (1990b): *Une revue critique des concepts, définitions et recherches sur le secteur informel*. in OCDE (1990): *Nouvelles approches du secteur informel*, 271 p. (pp. 11-51).
- Charmes J. (1991a): *Mesure statistique de la population active et du secteur informel en Algérie. Situation actuelle et orientations méthodologiques*. PNUD, Bureau Statistique des Nations Unies, Office National des Statistiques, 20 p.
- Charmes J. (1991b): *Pluri-activité des salariés et pluri-activité des agriculteurs. Deux exemples de mesure et d'estimation: Italie et Burkina Faso*. in Montagné-Villette S. (ed.): *Espaces et travail clandestins*, Masson, 157 p. (pp. 25-32).
- Charmes J. (1995): *Emploi, informalisation, marginalisation? L'Afrique dans la crise et sous l'ajustement, 1975-95*. Communication au séminaire de Royaumeont « Crise économique africaine et dynamique démographique », 22-24 mai 1995, 22 p.
- DNSI (1994): *Emploi et secteur informel au Mali en 1989*. Résultats de l'enquête nationale sur les activités économiques des ménages (secteur informel) DNSI, Bamako, 65 p.
- Gershuny J. (1995): *Historical Changes in Time Use Patterns*, in Bulletin of the International Statistical Institute, Contributed Papers, 50th session, Book 1, Beijing 1995.

- Goldschmidt-Clermont, L. (1985): *Unpaid Work in the Household. A review of economic evaluation methods*. ILO, Geneva, 137 p.
- Harvey A.S. (1995): *The role of time use in Quantifying Paid and Unpaid Work*, in Bulletin of the International Statistical Institute, Contributed Papers, 50th session, Book 1, Beijing 1995.
- Nations-Unies (1992): *Les femmes dans le monde, 1970-90. Des chiffres et des idées*. Nations Unies, New York, Statistiques et indicateurs sociaux, série K, n°8, 122 p.
- Office National de Statistique (1995): *Situation de l'emploi 1991-92*. ONS, Alger, Collections statistiques n°58, 55 p.
- PNUD (1995): *Rapport Mondial sur le Développement Humain*, Paris, Economica.
- United Nations (1995): *The World's women 1995. Trends and Statistics*. United Nations, New York, Social Statistics and Indicators, series K, n°12, 188 p.

Sous la direction de
Jeanne Bisilliat

FACE AUX CHANGEMENTS

LES FEMMES DU SUD



L'Harmattan

© L'Harmattan, 1997
ISBN : 2-7384-5637-5

Sous la direction de
Jeanne Bisilliat

FACE AUX CHANGEMENTS LES FEMMES DU SUD

Assistante P.A.O. Aurélie Gougeon

L'Harmattan
5-7, rue de l'École Polytechnique
75005 Paris - FRANCE

L'Harmattan Inc.
55, rue Saint-Jacques
Montréal (Qc) - CANADA H2Y 1K9